



Cabinet de la ministre

Paris, le lundi 17 janvier 2011

Seul le prononcé fait foi

DISCOURS

de Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET

6^{ème} Forum mondial de l'eau
2^{ème} Réunion de consultations des parties prenantes
17 et 18 janvier 2011
CNIT – PARIS La DEFENSE

Monsieur le Président du Comité international du Forum,
Monsieur le Président du Conseil mondial de l'eau,
Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureuse de vous accueillir aujourd'hui et de pouvoir ouvrir les travaux de la deuxième réunion des parties prenantes préparant le Forum de Marseille.

Permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue en France aux nombreux participants étrangers. J'espère que vous pourrez profiter de ce séjour studieux, et je vous remercie de votre aide. Grâce à vous tous, nous allons pouvoir faire de ce grand rendez-vous de mars 2012 une nouvelle étape, après les forums de Marrakech, La Haye, Kyoto, Mexico et enfin Istanbul en 2009.

Comme le rappelait le Président Nicolas Sarkozy le 2 juin dernier à l'Élysée, au moment où il lançait vos travaux, la grande ambition du Forum de Marseille est de créer les conditions d'un véritable dialogue entre tous les acteurs de l'eau.

Les Etats et les institutions internationales ; les parlementaires et les élus locaux ; les ONG et les syndicats ; les entreprises, les associations, les experts, les entreprises. Ces dialogues auront lieu toute cette année 2011 et au début de l'année 2012, en préparation du Forum. Mais nous devons tout faire pour qu'ils se poursuivent au-delà, et qu'ils associent peu à peu tous les acteurs des politiques structurelles, tous ceux qui luttent aujourd'hui pour l'éducation, pour la protection de l'environnement ou contre la pauvreté. Car nous savons qu'il ne peut y avoir de développement durable qu'à la condition d'affronter l'ensemble des difficultés liées à l'eau.

Je souhaite donc que le travail du panel international que vous allez faire vivre pendant deux jours puisse lancer des débats dans vos pays, en Afrique, en Asie, en Amérique et en Europe. Les résultats de vos travaux seront ensuite rassemblés à l'échelle mondiale. Vous allez travailler sur les solutions à mettre en œuvre, puisque nous avons tous souhaité que ce 6ème forum soit le « forum des solutions ». Celles-ci sont déjà nombreuses sur le terrain. Qu'elles soient technologiques, naturelles, comportementales, organisationnelles, elles existent et méritent d'être étudiées, diffusées, adaptées à d'autres contextes, d'autres cultures et d'autres climats.

Et d'autres encore sont à imaginer et à inventer.

Depuis la réunion de juin dernier, le travail a considérablement progressé. Le processus thématique, sous la présidence de M. Dogan Altinbilek que je tiens à remercier pour son implication, a identifié 12 priorités clés et 3 conditions du succès.

Les priorités sont regroupées en trois directions stratégiques, qui correspondent aux piliers du développement durable : le bien-être social, le développement économique et la préservation de l'environnement.

Les conditions du succès sont la bonne gouvernance, le financement et l'environnement facilitateur.

Dans le cadre de ces travaux, des cibles ont commencé à être identifiées : elles doivent être mesurables, accessibles, inscrites dans un calendrier et impliquer tous les acteurs.

Au-delà des aspects thématiques, des travaux ont également eu lieu dans le cadre des processus politique, régional et événementiel.

Vous allez partager, consolider et enrichir tous ces travaux au cours des deux jours à venir. Ensuite, pendant les 14 mois qui nous séparent du Forum lui-même, vous aurez encore un rôle majeur à jouer dans le déroulement de ces différents processus. Comme vous le savez, cette préparation est essentielle pour le succès du Forum.

Nous qui voulons faire avancer la cause de l'eau, nous avons tous intérêt à ce que le Forum de Marseille soit un succès et permette des avancées concrètes et des prises d'engagements par les différentes catégories d'acteurs.

Je tiens ici à rendre particulièrement hommage au Président Ben Braga, dont les efforts en faveur du Forum sont constants. Merci, Monsieur le Président, de vos efforts en vue du succès de cette entreprise.

Je voudrais évoquer rapidement plusieurs sujets sur lesquels nous espérons que des avancées seront possibles à Marseille. Il me semble important de porter un intérêt particulier à quatre questions : celle de l'accès à l'eau et à l'assainissement ; celle de la coopération transfrontalière ; celle du rôle des autorités locales ; et celle enfin du suivi des engagements.

Les données relatives à l'accès à l'eau et à l'assainissement dans le monde sont connues et parfaitement accablantes.

1 milliard d'habitants n'ont pas accès à l'eau potable ; 2,5 milliards d'habitants n'ont pas accès à l'assainissement ; 8 millions de personnes, dont 2 millions d'enfants, meurent chaque année de l'eau insalubre qu'elles boivent. Les chiffres dont nous disposons montrent aussi que des progrès ont lieu. Notamment sur l'eau potable, pour laquelle les objectifs du Millénaire pour le Développement seront dépassés. Mais les chiffres indiquent avant tout l'étendue des efforts qu'il nous reste à accomplir pour améliorer une situation à laquelle nous refusons de nous habituer.

En la matière, l'année 2010 a été une étape essentielle avec la reconnaissance par les Nations-Unies de l'accès à l'eau et à l'assainissement comme droit fondamental. La France, qui a inscrit ce droit dans sa législation en 2006, a contribué à ce progrès et s'en est vivement félicitée. Mais pour passer du droit à l'accès réel, il faut parvenir à mobiliser des financements. Le Forum doit donc encourager la mise en place d'initiatives concrètes en matière de soutien à l'objectif d'accès universel à l'eau et à l'assainissement, en cohérence avec les Objectifs du millénaire.

Dans ce domaine, l'approfondissement des propositions de financements innovants devraient notamment être poursuivi.

S'agissant des eaux transfrontalières, la France est devenue en décembre, par le vote au Parlement de la loi d'adhésion, le 22ème Etat ayant adhéré à la convention des Nations-Unies sur l'utilisation des cours d'eau internationaux. La France s'emploiera jusqu'au Forum, et au-delà si nécessaire, à faire la promotion de ce texte.

Il incite en effet à une gestion raisonnée de la ressource en eau partagée entre plusieurs pays. Nous espérons donc que de plus en plus de pays vont adhérer à cette convention, pour qu'elle puisse entrer en vigueur rapidement.

L'enjeu est majeur : alors que s'accroissent les pressions sur les ressources en eau, deux tiers des bassins hydrographiques de la planète sont partagés entre plusieurs Etats et une proportion importante de la population mondiale dépend de ressources en eau transfrontalières pour son approvisionnement en eau pour la boisson, pour l'agriculture, l'énergie et l'industrie.

Nous savons aussi que d'autres démarches existent. Nous souhaitons que le Forum favorise le développement de diverses formes de coopération et que celles-ci puissent être mises en valeur en mars 2012.

S'agissant du rôle des autorités locales, nous voulons faire la promotion de leur action dans les systèmes de gestion des services. Nous pensons que les services d'eau et d'assainissement doivent être gérés au plus près des citoyens.

Cela existe dans de nombreux pays, notamment en Europe et en France, et cela a fait ses preuves. Le Forum permettra aux autorités locales de démontrer la pertinence de cette démarche. Je tiens ici à remercier particulièrement Serge Lepeltier, président de la commission autorités locales du comité national du Forum, grâce à qui le travail de préparation de cette composante « autorités locales » du forum a largement démarré.

En matière de coopération internationale, les autorités locales peuvent mener leurs propres actions de solidarité en utilisant des modes de financement qui existent dans certains pays, en particulier la France, et qui pourront se faire connaître lors du Forum.

Le développement de tels mécanismes dans le monde, en tenant bien sûr compte des spécificités des situations, sera à l'ordre du jour en mars 2012.

Le Forum de Marseille devra s'appuyer sur les acquis de celui d'Istanbul et conduire le plus grand nombre possible d'autorités locales à adhérer au Pacte d'Istanbul. C'est-à-dire à prendre, comme le prévoit le Pacte, des engagements pour améliorer la qualité de leur service d'eau et d'assainissement.

Nous pensons d'ailleurs qu'il est possible d'améliorer le suivi des engagements pris dans le Forum.

Nous souhaitons qu'une procédure pérenne de suivi soit mise en place, de telle façon que lorsque des engagements sont pris, chacun puisse avoir accès aux informations concernant leurs mise en œuvre. Un mécanisme simple, sur une base électronique, qui pourrait être piloté par le Conseil mondial de l'eau, devrait être mis en place de façon à fonctionner dès mars 2012.

Naturellement, le Forum s'insère dans l'agenda politique international.

Nous sommes en contact avec nos amis allemands pour que la préparation de la conférence qu'ils organisent à Bonn fin 2011 et celle du Forum soient bien coordonnées.

D'autre part, le lien doit aussi être étroit avec la conférence Rio + 20 ans qui fera, quelques mois après le Forum de Marseille, un point de la situation de l'environnement mondial 20 ans après la conférence de Rio de Janeiro. Je souhaite que le Forum de Marseille apporte une contribution majeure sur le sujet de l'eau.

Il pourrait, en particulier, faire un bilan des progrès accomplis en matière d'accès à l'eau et l'assainissement depuis que la communauté internationale a adopté les Objectifs du Millénaire ainsi que des propositions concrètes de nouvelles mesures.

Un mot, encore, pour conclure, sur la croissance verte.

Le Conseil mondial de l'eau évalue à 180 milliards de dollars par an dans les 25 prochaines années les investissements nécessaires au niveau mondial pour moderniser les services d'eau et d'assainissement et créer de nouveaux équipements.

Ces investissements doivent répondre à l'augmentation prévue de 50 % en 40 ans de la population mondiale alors que nous partons d'une situation, comme je l'ai déjà rappelé, dégradée.

De plus, il faut ajouter à ces sommes les investissements nécessaires à la préservation des milieux aquatiques et à la biodiversité qui y est liée. Il s'agit là-aussi d'un autre défi mondial majeur mais pour lequel l'organisation et les modèles économiques associés restent à inventer.

Face à ces dizaines milliards qui sont absolument nécessaires et alors que la crise économique secoue toutes les économies de la planète, nous ne pouvons céder à la tentation du découragement. En effet, en matière d'eau, vous savez qu'un euro investi rapporte 8 euros ; à la faveur par exemple du coût des maladies liées à la mauvaise qualité des eaux, qui sont évitées, ou de l'éducation des jeunes filles qui sont libérées de la corvée de l'eau.

Les solutions de financement que vous proposerez et les initiatives concrètes de soutien à l'objectif d'accès universel à l'eau seront ainsi démultipliées et participeront à une croissance plus durable.

Je vous souhaite à nouveau d'excellents travaux et vous redis à la fois ma gratitude et mes encouragements. Je vous donne rendez-vous à Marseille, le 12 mars 2012.